

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA SEANCE DU 23 Mars 2021  
Délibération n°2021/05

**Date de la convocation :** L'an Deux Mille Vingt et Un,  
Le Vingt Trois Mars,  
11 Mars 2021 A 14h30, les membres du Comité Syndical du PETR Ternois – 7 Vallées se sont réunis en séance publique, au Pôle de Vie Communal, 8, route de Saint Pol de Croisette (62130), après convocation légale en date du Onze Mars Deux Mille Vingt et Un sous la Présidence de Monsieur BACHELET Claude, Président.

**Date d'affichage :**  
11 Mars 2021

Présents ou Représentés : Tous les membres en exercice, à l'exception de :

- |                        |                     |
|------------------------|---------------------|
| ▪ Benoît HOGUET        | ▪ Michel EVRARD     |
| ▪ Yves HOSTYN          | ▪ Steve PRINGARBE   |
| ▪ Damien MONTEL        | ▪ Isabelle QUENEHEN |
| ▪ André OLIVIER        | ▪ Jeannie SERGENT   |
| ▪ Marie Claude PAGERIE | ▪ Benoît THERET     |
| ▪ Gervais CASTEL       | ▪ Gérard VANDENHOVE |
| ▪ Jean Claude DARQUE   |                     |

Secrétaire de séance : François DOUAY

**Nombre de membres :**  
En Exercice : 35  
Présents : 22  
De Votants : 22

Vu les lois et notamment :

**Objet de la délibération :**  
Arrêt de projet du  
Plan Climat Air  
Energie Territorial  
Ternois 7 Vallées

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2224-34 ;
- La loi n°2010-788, dite « loi Grenelle 2 », du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
- Le code de l'énergie et notamment ses articles L.100-1, L.100-2 et L.100-4 ;
- La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et plus particulièrement son article n°188 intitulé « la transition énergétique dans les territoires » ;
- Le code de l'environnement et notamment ses articles L.229-25 à L.229-26 pour le bilan des émissions de gaz à effet de serre et pour le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) ;
- Le décret n°2016-849 du 28 juin 2016 relatif au PCAET ;
- Le Plan National de Réduction des Emissions de Polluants Atmosphériques (PREPA) et la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC) ;
- Le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de la Région Hauts-de-France approuvé par arrêté préfectoral le 4 août 2020 ;
- La délibération n°08/15.02.2018 de la Communauté de Communes du Ternois et la délibération du 19.02.2018 de la Communauté de Communes des 7 Vallées portant sur le transfert de l'élaboration du PCAET au Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) Ternois - 7 Vallées ;
- La délibération n°09/10.04.2018 du PETR Ternois - 7 Vallées de validation de la prise de compétence PCAET ;
- L'arrêté interdépartemental du 6 juillet 2018 portant extension des compétences du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) Ternois - 7 Vallées à l'élaboration du PCAET.

Monsieur le Président du PETR Ternois – 7 Vallées, expose ce qui suit :

Il est rappelé que la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte met en place les Plans Climat Air Energie Territoriaux (PCAET).

Il est rappelé que l'Article L229-26 du Code de l'Environnement stipule que les EPCI à fiscalité propre existant au 1er janvier 2017 et regroupant plus de 20 000 habitants ont l'obligation d'adopter un PCAET.

Il est également rappelé que les Communautés de Communes du Ternois et des 7 Vallées ont validé le transfert de l'élaboration du PCAET au Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) Ternois - 7 Vallées par délibération en Conseil Communautaire en février 2018. C'est à ce titre que le PETR Ternois – 7 Vallées a décidé, par délibération du 10 avril 2018 de prendre la compétence d'élaboration d'un PCAET et de prescrire le lancement de la démarche d'élaboration du PCAET.

Il est rappelé par ailleurs que l'Article L.2224-34 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que, lorsque les EPCI ont adopté leur PCAET, ils sont coordinateurs de la transition énergétique et, qu'à ce titre, ils animent et coordonnent sur leur territoire les actions dans le domaine de l'énergie en cohérence avec les objectifs fixés dans le PCAET.

Il est rappelé que le territoire est engagé dans une politique climat-air-énergie depuis 2011. Les plans précédents (PCT entre 2011 et 2014 et PCET entre 2014 et 2018) ont permis, entre autres, au Pays du Ternois d'être désigné Territoire à énergie positive pour la croissance verte (TEPCV) en octobre 2015.

A la suite des études de planification et programmation énergétique (EPE) pour les Communautés de Communes du Ternois et des 7 Vallées ainsi que du recrutement d'un bureau d'étude pour l'accompagnement dans la démarche, a été lancé l'élaboration du PCAET en janvier 2019.

#### Les différentes étapes d'élaboration du PCAET :

La première phase du PCAET a été réalisée au cours du premier semestre 2019. Sur cette période ont été établis les différents diagnostics territoriaux nécessaires à l'établissement d'une stratégie PCAET. Les éléments des diagnostics ont également été présentés en mai 2019 lors d'ateliers d'acteurs, en juin 2019 à l'occasion de la conférence des maires et en juillet 2019 au cours du comité de pilotage de restitution des diagnostics.

La seconde phase du PCAET a débuté en septembre 2019 avec la préparation de la concertation publique. En application du Code de l'environnement (notamment les articles L121-15 et suivants), le PETR Ternois - 7 Vallées a choisi de placer cette concertation du public sous l'égide de M. Jean-Michel STIEVENARD, garant neutre et indépendant, désigné par la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) ; un engagement fort pour associer pleinement la population à l'élaboration de la stratégie du plan climat.

A cette occasion, le PETR s'est doté d'un site internet propre (<http://petrternois7vallees.fr/>), en fonctionnement depuis le 1er octobre 2019, date du lancement de la concertation publique. Plusieurs modalités ont été proposées par le PETR pour réussir cette concertation publique :

- l'envoi par courriel de propositions libres (remarques, suggestions, craintes, etc.) au garant désigné par la Commission Nationale du Débat Public pendant une période de deux mois (octobre et novembre 2019) ;

- la mise en ligne de quatre questionnaires sur l'agriculture, la production d'énergies renouvelables, la mobilité et l'habitat durable pendant une durée de cinq mois (octobre 2019 à février 2020) ;

- l'organisation de cinq conférences-débats ;
- la mise en place d'un panel de citoyens qui s'est réuni le 24 octobre et le 28 novembre, sous l'égide des Conseils de Développement du Ternois et des 7 Vallées, afin de débattre de la stratégie du PCAET avec les techniciens du PETR et les élus.

A la suite de cette concertation publique, quatre ateliers thématiques ont été réalisés en visioconférence avec les élus du territoire pendant les mois de mars et avril 2020 afin de consolider la stratégie PCAET. Cette stratégie territoriale a été validée à l'unanimité en mai 2020 lors du comité de pilotage de validation de la stratégie.

La troisième phase du PCAET a démarré en juin 2020 avec l'organisation d'un atelier avec les agents territoriaux de TernoisCom, 7 Vallées Comm et du PETR. Puis en septembre 2020, quatre autres ateliers ont permis de réunir la grande partie des partenaires associés au PCAET et de coconstruire le plan d'actions PCAET.

A la suite de ces ateliers, des échanges réguliers avec les structures partenaires ont permis de rédiger les différentes fiches action composant le plan d'actions. Ce dernier a été présenté en bureau PETR en décembre 2020 puis en comité syndical en janvier 2021. Un dernier échange portant sur les différentes mesures du PCAET a eu lieu en février 2021 avec les membres des commissions thématiques PETR. Il s'est ensuivi un comité de pilotage de validation ce même mois de février 2021.

#### Les différents documents composant le PCAET :

Le PCAET en lui-même se structure autour des documents suivants :

- **Le diagnostic territorial.** Ce document analyse différents éléments relevant de domaines Climat-Air-Energie, notamment les points suivants : (i) le bilan des émissions de gaz à effet de serre et la consommation énergétique du territoire ; (ii) l'étude de la séquestration du carbone et son potentiel de développement ; (iii) le bilan des émissions de polluants atmosphériques réglementés ; (iv) l'analyse de la production et du potentiel de développement des énergies renouvelables sur le territoire ; (v) l'analyse de la vulnérabilité du territoire aux effets du changement climatique.

- **La stratégie territoriale.** Ce document traduit l'ambition du territoire pour les six années du PCAET. La volonté d'atteindre au niveau local les ambitions nationales en termes de réduction de la consommation énergétique, de baisse des émissions des gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques, d'augmentation du stockage de carbone et de production d'énergies renouvelables y est affirmée. Il propose cinq axes stratégiques : (i) L'agriculture, moteur de la transition écologique et de l'adaptation au changement climatique ; (ii) Des mobilités durables pour le territoire ; (iii) Un développement économique du territoire en adéquation avec la transition énergétique et écologique ; (iv) Intégrer la transition écologique et énergétique dans l'aménagement du territoire ; (v) Un territoire 100% renouvelable.

- **Le plan d'actions.** Ce document se structure autour des cinq axes stratégiques précédemment cités et propose 32 fiches action, dont 21 sont jugées prioritaires. Ces fiches actions détaillent le contexte, le niveau de priorité, le(s) porteur(s), les partenaires techniques, les cibles, le(s) rôle(s) des collectivités, les coûts associés, les financements possibles, des éléments de dimensionnement, les échéances, les bénéfices et les indicateurs de réalisation de l'action. Ce rapport présente également une synthèse des actions par secteur d'activités de référence, l'analyse

des actions vis-à-vis de l'atteinte des objectifs, le dispositif de suivi et d'évaluation ainsi que la gouvernance du PCAET

- **L'évaluation environnementale stratégique.** Ce rapport analyse les impacts possibles du PCAET sur l'environnement du Ternois et des 7 Vallées. Il comprend notamment une présentation de l'articulation du PCAET avec les autres documents, plans et programmes, la justification des choix retenus pour établir la stratégie Climat-Air-Énergie, l'évaluation des incidences prévisibles sur l'environnement, l'articulation avec les évaluations des incidences Natura 2000, la présentation des mesures d'évitement, de réduction et de compensation et l'évaluation du dispositif de suivi et des indicateurs environnementaux.

#### Les prochaines étapes :

Dès l'arrêt du projet de PCAET, ce dernier, sera soumis à l'évaluation environnementale en application du 8° du I de l'Article R.122-17 du Code de l'Environnement. Il sera transmis à l'autorité environnementale compétente, à savoir la mission régionale d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable désignée au 2° du IV du même Article qui dispose de trois mois pour rendre un avis.

Le projet sera également transmis pour avis, en vertu de l'Article R229-54 du Code de l'Environnement, au Préfet de Région et au Président du Conseil Régional qui disposent quant à eux d'un délai de deux mois pour exprimer leur avis. Ces avis sont réputés favorables au terme du délai de deux mois suivant la transmission de la demande.

Dans l'hypothèse où les avis de l'Autorité Environnementale, du Préfet de région et du Président du Conseil Régional seraient favorables, une consultation publique sera rapidement mise en ligne sur le site internet du PETR Ternois 7 Vallées ainsi que des Communautés de Communes du Ternois et des 7 Vallées pour une durée de 30 jours.

En revanche, dans l'hypothèse où ces avis seraient donnés sous réserve ou s'ils étaient négatifs ou très critiques, des démarches préalables à cette consultation publique en ligne devraient être mises en œuvre par le PETR Ternois – 7 Vallées en fonction du cas de figure, à savoir un mémoire en réponse ou une modification du projet.

En cas de modifications mineures, le projet de plan, sera alors soumis à notre assemblée pour adoption. Dans le cas où l'économie générale du projet de plan serait bouleversée ; il faudrait procéder à sa modification et de nouveau demander les avis nécessaires.

Le PCAET doit réglementairement être mis à jour tous les six ans en s'appuyant sur le dispositif de suivi et d'évaluation, néanmoins le PETR Ternois – 7 Vallées pourrait faire évoluer le programme d'actions, conjointement avec les organes de gouvernance prévus, tout au long du cycle de vie de ce plan afin de l'enrichir par de nouvelles opérations initiées par le PETR, les EPCI ou leurs partenaires.

Il est proposé au Comité Syndical :

- D'arrêter le projet de Plan Climat Air Energie Territorial qui sera transmis à la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) des Hauts-de-France - l'autorité environnementale compétente pour évaluation environnementale - ainsi qu'au Préfet de Région et au Président du Conseil Régional pour avis avant consultation du public puis adoption du Plan.

- D'autoriser Monsieur le Président à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Le rapport final ainsi que l'évaluation environnementale stratégique ont été transmis aux délégués syndicaux le 15 mars 2021 par voie électronique.

Au vu des éléments présentés, Monsieur le Président demande aux membres du Conseil Syndical de bien vouloir en délibérer ;

**Vote :**

Pour : 22

Contre : 0

Abstention : 0

**LE CONSEIL SYNDICAL :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir débattu,

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés

**DECIDE :**

- D'arrêter le projet de Plan Climat Air Energie Territorial qui sera transmis à la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) des Hauts-de-France - l'autorité environnementale compétente pour évaluation environnementale – ainsi qu'au Préfet de Région et au Président du Conseil Régional pour avis avant consultation du public puis adoption du Plan ;
- D'autoriser Monsieur le Président à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Mention  
exécutoire :  
Oui

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an susdits.  
Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme,  
Le Président,  
Claude BACHELET

Acte rendu  
exécutoire après  
dépôt en Préfecture  
d'Arras le  
et publication et  
notification du

